

TVA

LE RN OFFRE UNE LEÇON DE RETOURNEMENT DE VESTE

par le collectif de vigilance et de lutte contre les extrêmes droites en Dordogne

On connaît le proverbe : le ridicule ne tue pas. Pour le Rassemblement National, l'hypocrisie non plus.

Une ligne du budget 2025 du gouvernement Bayrou (adopté par 49.3 et que le RN, rappelons-le, a refusé de censurer) a fait parler d'elle en ce début février. Il s'agissait d'abaisser à 25 000 € de chiffre d'affaires annuel le seuil en-dessous duquel les entreprises ne sont pas assujetties à la TVA (contre actuellement 37 500€ pour les prestations de services et 85 000€ pour les activités de commerce).

Une mesure qui a suscité une levée de boucliers de la part des micro-entrepreneurs et de toute la classe politique. Toute ? Oui, y compris le Rassemblement National, qui s'est empressé de hurler à une « injustice criante organisée par le bloc central, des Macronistes aux LR ». Toujours prompt à défendre « ceux qui créent de la valeur et refusent d'être broyés par la bureaucratie », le parti d'extrême-droite s'est même empressé de lancer une pétition afin d'exiger « l'abandon immédiat de cette réforme » et « défendre nos auto-entrepreneurs, protéger notre tissu économique et refuser cette énième attaque contre le pouvoir d'achat des Français » [1].

Madame Joubert, députée RN de la 3ème circonscription de Dordogne, a elle aussi tenu à manifester son indignation sur X.



Face à un tel engagement, des esprits chagrins pourraient cependant lui demander pourquoi, le 15 octobre dernier, elle proposait avec ses collègues du RN un amendement visant à « retenir un niveau de franchise [pour la TVA] deux fois moins important que celui retenu par la loi de finances 2024 ». Dit autrement, à demander... un abaissement du seuil d'exemption de la TVA, jusqu'à 18 750€ pour certaines activités. Soit exactement ce contre quoi elle s'insurge aujourd'hui.

Le texte « rédigé avec la Fédération française du bâtiment de la Haute-Marne » qui a suscité l'interrogation du rapporteur général du budget Charles de Courson (« Je ne comprends pas pourquoi vous proposez un dispositif qui compliquerait la vie des petites entreprises »[2]) et a été rejeté par l'assemblée nationale le 26 octobre.

Alors, brusque changement d'avis sur la question ? Trou de mémoire ? Ou opportunisme teinté de populisme ? Chacun.e se fera sa propre opinion. Attention cependant à ne pas trop user la veste, car comme le rappelait la chanson : « Je l'ai tellement retournée / Qu'elle craque de tous côtés / À la prochaine révolution / Je retourne mon pantalon ».

SOURCES

- 1 - Rassemblement National, Racket des indépendants : stoppons le gouvernement ! (rassemblementnational.fr)
- 2 - Assemblée Nationale, Compte-rendu de séance, 26 octobre 2024 (assemblee-nationale.fr)
- 3 - Assemblée Nationale, Projet de loi de finance pour 2025 n°324, Amendement n°I-229, 26 octobre 2024 (assemblee-nationale.fr)